



HAL
open science

L’Egypte, pivot désorienté du monde arabe

Olivier Sanmartin, Roman Stadnicki

► **To cite this version:**

Olivier Sanmartin, Roman Stadnicki. L’Egypte, pivot désorienté du monde arabe. Géopolitique de l’Afrique et du Moyen-Orient 2022, 2022. halshs-03685580

HAL Id: halshs-03685580

<https://shs.hal.science/halshs-03685580v1>

Submitted on 10 Jun 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CHAPITRE 23

L'ÉGYPTE, PIVOT DÉSORIENTÉ DU MONDE ARABE

Olivier Sanmartin & Roman Stadnicki,
Maîtres de conférences en géographie à l'Université de Tours (UMR 7324 CITERES)

Avec plus de 100 millions d'habitants, l'Égypte est de loin le pays le plus peuplé du Monde arabe. Très inégalement répartie sur un vaste territoire de plus d'un million de kilomètres carrés, majoritairement désertique, la population égyptienne se concentre pour l'essentiel sur un espace « utile » réduit à la vallée et au delta du Nil. Si les richesses nourricières du plus long fleuve d'Afrique apportent à l'Égypte une continuité territoriale depuis la période pharaonique, la très forte pression démographique contemporaine agit défavorablement sur les ressources disponibles, faisant de la conquête de nouvelles terres désertiques par l'agriculture une stratégie constante de l'État. Au carrefour entre Maghreb et Machrek, Afrique du Nord et Afrique subsaharienne et même entre Afrique et Asie, l'Égypte a toujours été considérée comme une puissance régionale, notamment sous Nasser qui contribua à son rayonnement international. Cette situation de carrefour a également favorisé l'émigration de travail des Égyptiens vers les pays pétroliers du Moyen-Orient, dont la rente constitue toujours un pilier essentiel de l'économie nationale.

<https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMPays/EGY>

Notions principales

Arabisme : le nationalisme arabe est une idéologie qui se construit intellectuellement et culturellement à partir de la seconde moitié du XIXe siècle et s'incarne dans des mouvements politiques à partir de l'entre-deux-guerres. Il accompagne l'accès à l'indépendance des pays arabes et se concrétise dans une institution, la Ligue arabe, née en 1945, dont le siège est au Caire. L'Égypte, à l'époque de Nasser, s'affirme comme le pays phare de ce courant de pensée.

Autoritarisme : renvoie à un système politique non pluraliste dans lequel le pouvoir se concentre dans les mains d'un groupe étroit et d'un leader. Ce régime se caractérise notamment par l'absence d'État de droit et d'indépendance des pouvoirs, la limitation des libertés publiques et ainsi que l'omniprésence et l'arbitraire des forces de sécurité. L'Égypte a renoué avec l'autoritarisme après la parenthèse révolutionnaire ouverte en 2011.

Révolution : changement de régime politique consécutif à la révolte d'un groupe social contre les autorités en place. Les « printemps arabes » de 2011 furent un épisode révolutionnaire qui toucha à des degrés divers de nombreux pays arabes et déboucha sur la chute de plusieurs régimes (Égypte, Libye, Tunisie, Yémen). Ils furent aussi le déclencheur de guerres civiles dans certains de ces pays ainsi qu'en Syrie. La restauration ou la consolidation de régimes autoritaires ont souvent suivi ce moment historique.

Chronologie

- 1952** : coup d'État militaire qui renverse la monarchie et proclame la République
- 1956** : Gamal Abdel Nasser est élu Président et nationalise le canal de Suez
- 1967** : guerre des Six Jours, occupation du Sinaï par Israël
- 1970** : mort de Nasser et accession au pouvoir d'Anouar al-Sadate
- 1979** : signature des accords de Camp David qui prévoient le retrait israélien du Sinaï et la reconnaissance de l'État d'Israël par l'Égypte
- 1981** : Hosni Moubarak accède au pouvoir après l'assassinat de Sadate par des islamistes
- 2011** : démission de Moubarak suite aux manifestations de la place Tahrir
- 2012** : le candidat des Frères musulmans, Mohamed Morsi, est élu Président
- 2013** : destitution de Morsi par le maréchal Abdel Fattah al-Sissi, son ministre de la Défense
- 2014** : Sissi est élu Président avec 97 % des voix, il est réélu avec le même score en 2018.
- 2019** : un référendum constitutionnel permet l'allongement du mandat présidentiel de 4 à 6 ans et ouvre la voie à un troisième mandat pour Sissi en 2024.
- 2022** : inauguration de la « nouvelle capitale » associée à un projet de deuxième République.

I. L'Égypte renoue avec l'autoritarisme politique

En une décennie (2011-2021), l'Égypte aura connu plus de soubresauts politiques qu'au cours des 60 premières années de son histoire républicaine : une révolution en 2011, un coup d'État en 2013, trois élections présidentielles et deux constitutions. Si la stabilité politique semble avoir été partiellement recouvrée, du fait du retour des militaires au pouvoir et au prix d'une répression sans précédent des libertés politiques et d'expression, le pays n'en est pas moins confronté à des défis majeurs : répondre aux aspirations de la révolution du 25 janvier 2011 ; sécuriser le territoire, notamment dans le Sinaï en proie aux groupes djihadistes ; redresser la situation économique, mise à mal par la transition politique et la pandémie de Covid 19 ; recouvrer son rôle de puissance régionale dans un contexte à la fois fragile au plan sécuritaire et concurrentiel aux plans diplomatique et économique.

<https://books.openedition.org/editions-cnrs/37347?lang=fr>

A. D'une révolution à l'autre

1. Fragilité politique

En 2011, la place Tahrir, au Caire, fut l'épicentre d'un phénomène révolutionnaire de grande ampleur dont les ondes de choc ont été ressenties dans tout le Moyen-Orient. Si l'intensité du mouvement de contestation et son efficacité à ébranler le régime furent tout à fait inattendues, l'Égypte montrait depuis plusieurs années des signes de fragilité. L'usure du pouvoir dictatorial fut particulièrement ressentie au moment où Hosni Moubarak tenta d'imposer son fils Gamal – incarnant parfaitement les dérives affairistes et clientélistes du régime de son père – à sa succession, en cherchant à amender la constitution. En conséquence, un mouvement

d'opposition politique à tendance laïque et de gauche nommé *Kefaya* organisa plusieurs manifestations au milieu des années 2000. Quant aux Frères musulmans, première force d'opposition politique du pays mais condamnés à la clandestinité depuis les années 1950, ils remportèrent, sous des étiquettes indépendantes, 88 sièges à l'Assemblée nationale lors des élections législatives de 2005, considérées comme les plus ouvertes du mandat de Moubarak, lequel fut contraint, sous la pression, de libéraliser le jeu politique.

2. Fragilité économique et sociale

Les signes de la fragilité égyptienne apparaissent également dans son modèle économique et social qui comporte plusieurs fractures affectant le pays avant la révolution. Le train de réformes économiques engagées depuis « l'ouverture » (*Infitah*) du président Anouar al-Sadate en 1974 a largement ouvert le pays aux capitaux étrangers. Cette politique s'accéléra sous Moubarak avec l'adoption d'un plan d'ajustement structurel en 1986, qui aura certes pour effet d'attirer les investisseurs du Golfe, de baisser la dette publique – la dette extérieure du pays a été largement effacée pour le prix de son engagement auprès de la coalition menée par les États-Unis durant la guerre du Golfe en 1991 – et d'afficher une croissance à 7 % au milieu des années 2000, mais aussi, d'augmenter la pauvreté et le niveau des inégalités. Les classes moyennes qui avaient émergé sous Nasser notamment grâce à l'essor des emplois publics furent sévèrement touchées par l'inflation. Les poches de pauvreté augmentèrent partout sur le territoire, notamment en Haute-Égypte et à la périphérie des grandes villes où les quartiers informels rassemblent près de la moitié de la population urbaine. Dans le contexte d'une augmentation mondiale des prix de denrées de base et de la crise financière internationale, ce processus de précarisation donna lieu à une série d'émeutes en 2007 et 2008 à l'issue desquelles l'État fut contraint de maintenir un haut niveau de subvention des produits de première nécessité.

3. Acteurs multiples et intérêts contradictoires

Ces différents signes de fragilité – auxquels il faut ajouter les grèves de 2008 dans la ville industrielle de Mahalla al-Kubra, au centre du delta du Nil, menées par les milieux syndicalistes qui rejetèrent les politiques de privatisation –, peuvent être considérés, *a posteriori*, comme annonciateurs du soulèvement révolutionnaire de 2011. Aussi, les intérêts des ouvriers, des libéraux et des Frères musulmans convergèrent avec ceux des jeunes activistes sur la place Tahrir en 2011, entraînant la démission de Moubarak. L'armée prit également appui sur la contestation en soutenant le peuple contre le régime, notamment pour tenter de reprendre le pouvoir sur la police dont Moubarak n'avait cessé d'augmenter les effectifs. Les grands gagnants de la révolution furent toutefois les Frères musulmans. Ils remportèrent les premières élections libres en Égypte en 2012, sous l'étiquette du parti de la Liberté et de la Justice, notamment grâce aux voix des *Saïdis* (habitants de la Haute-Égypte) et des classes populaires, assez faiblement représentés sur la place Tahrir. En une année au pouvoir le président Mohamed Morsi multiplia cependant les erreurs tactiques en cherchant à « frémiser » l'ensemble des institutions égyptiennes encore tenues par des hommes de l'ancien régime. La mobilisation contre la confrérie culmina **lors de** la manifestation du 30 juin 2013, **au cours** de laquelle plusieurs dizaines de millions d'Égyptiens occupèrent la plupart des grandes villes du pays. Le maréchal Abd al-Fatah al-Sissi, alors ministre de la Défense, en profita pour retirer au président Morsi sa légitimité et réprimer dans le sang la confrérie.

B. L'armée toujours au pouvoir

1. Un acteur politique

Depuis le renversement de la monarchie par les Officiers Libres en 1952, hormis l'intermède Morsi (2012-2013), l'armée a toujours été au pouvoir en Égypte. Nasser, Sadate et Moubarak n'ont eu de cesse de promouvoir ses intérêts. Il n'est donc pas surprenant qu'elle demeurât un acteur clé de la transition politique. C'est bien elle qui poussa Moubarak à la démission, assura le pouvoir intérimaire via le Conseil Supérieur des Forces Armées, jusqu'à l'élection présidentielle de 2012, et c'est encore elle qui destitua les Frères musulmans un an plus tard. <https://orientxxi.info/magazine/egypte-le-president-et-l-armee-un-mariage-d-amour-et-de-raison,5225>

Le maréchal Sissi fut élu président de la République avec 97 % des voix le 28 mai 2014. Le taux d'abstention, estimé à plus de 50 %, révèle le faible enjeu de cette élection qui opposa Sissi à un seul autre candidat, le nassériste Hamdine Sabahi, disposant d'un très faible soutien politique. Abdel Fattah al-Sissi a été réélu en 2018 avec le même score mais une participation encore plus faible, de l'ordre de 40 %. Il est dès lors difficile de mesurer le soutien populaire dont bénéficie le président Sissi, objet d'un véritable culte de la personnalité orchestré par un pouvoir qui réprime sévèrement toute voix critique. Il incarne toutefois un retour à l'ordre souhaité par de nombreux Égyptiens après les années de transition chaotiques qui ont suivi la révolution. Il a su à plusieurs reprises s'attirer le soutien des femmes, des jeunes et de la minorité copte, tout en promouvant une nouvelle génération de conseillers militaires. Faisant de la sécurité son principal objectif, Sissi engage une partie des quelques 500 000 hommes que compte l'armée sur plusieurs théâtres, au Sinaï, afin de lutter contre des groupes djihadistes, mais aussi à l'extérieur, en Libye et au Yémen, aux côtés d'autres forces militaires arabes. Pour ce faire, des milliards de dollars ont été déversés sur l'Égypte par ses alliés du Golfe, sous forme de prêts ou de dons, et ont notamment permis au pays de moderniser son armée.

ZOOM : Sissi dans les pas de Nasser ?

De nombreux Égyptiens comparent le Président Sissi à son illustre prédécesseur, Nasser. Il apparaît en effet comme le **Président qui s'en rapproche** le plus, Sadate s'étant employé à discréditer Nasser au cours de son mandat en dénonçant les dégâts du socialisme et du panarabisme sur la société égyptienne, tandis que Moubarak en a réduit l'idéologie à une simple opposition politique en tolérant, dans les années 1990, des partis politiques dits nassériens à se présenter contre lui aux élections.

On reconnaît à Nasser et à Sissi quelques points communs. D'origine sociale plutôt modeste, père postier pour Nasser et commerçant de souk pour Sissi, ils sont tous deux de purs produits de l'Académie militaire égyptienne. Leur adoration commune de l'État moderne, que le premier a contribué à faire naître en Égypte et que le second s'efforce de consolider après quelques années de vide politique, en font de grands nationalistes. C'est sur cette base-là que Sissi aurait même adhéré, au début de sa carrière, à l'Organisation des Jeunes Nassériens, ce qu'il n'a cependant pas confirmé par la suite. Officiellement attachés à la laïcité, Nasser et Sissi n'en sont pas moins deux fervents musulmans, l'un s'étant rendu plusieurs fois en pèlerinage à la Mecque, l'autre, plus conservateur encore, connaîtrait le Coran par cœur. Tous les deux ont été installés au pouvoir par un coup d'État militaire, contre la monarchie de Farouk pour Nasser et contre le président Morsi pourtant démocratiquement élu, issu du mouvement des Frères musulmans – que Nasser avait aussi réprimé en son temps –, pour le second. L'un et l'autre font l'objet d'un engouement populaire frisant le culte de la personnalité, même si dans le cas de Sissi il est davantage une manipulation du pouvoir qu'une émanation de la société.

Un élément essentiel distingue cependant Sissi de Nasser : le rapport à la révolution. Les ambitions révolutionnaires de Nasser sont précoces et sont à l'origine du mouvement des Officiers Libres qu'il a créé en 1949 pour renverser le pouvoir monarchique en 1952. Sissi n'a quant à lui jamais été un révolutionnaire. Il s'est très tôt méfié de la révolution de 2011 qu'il accusa d'être une source d'instabilité politique et une menace directe pour l'armée. Une opposition va donc se créer entre Sissi, qui s'inscrit dans une dynamique contre-révolutionnaire, s'entourant même d'hommes du régime de Moubarak, et les héritiers officiels de

Nasser, qu'il s'agisse des anciens membres de *Kefaya*, le mouvement d'opposition à Moubarak qui émerge dans les années 2000, ou le parti de la Dignité dirigé par Hamdine Sabahi qui affronta directement Sissi lors de l'élection présidentielle de 2014. La proclamation d'une deuxième République, envisagée par Sissi en 2021, achèverait de marquer la rupture avec Nasser, père fondateur de la première République.

Sissi forme malgré tout une synthèse inédite, une sorte de nassérisme contre-révolutionnaire. Il n'a pas hésité, à l'instar de Nasser en son temps, à apparaître comme le sauveur d'un peuple à la dérive, le « père de la Nation », tout en revendiquant le retour à l'ordre pour sortir du chaos de l'après-révolution. Or, depuis Nasser, populisme et autoritarisme font partie intégrante du système politique égyptien et semblent même intériorisés par la société. Sissi en est donc bien le continuateur, mais au service d'une contre-révolution, garante, selon lui, de la sécurité nationale, mais aussi des alliances nouvelles avec l'Arabie Saoudite et les pays du Golfe.

2. Un acteur économique

En parallèle, l'armée, qui est depuis longtemps un acteur clé dans le domaine économique, a vu son rôle renforcé depuis 2013. Premier propriétaire terrien du pays, disposant de ses propres institutions financières, elle s'est vu attribuer de nombreux contrats publics dans le BTP et les infrastructures et est également présente dans l'industrie, l'énergie ou le tourisme. L'Autorité nationale de la production militaire est un acteur central dans la plupart des grands projets, tels que le dédoublement du canal de Suez ou le projet de nouvelle capitale administrative. Autant de projets qui ont bénéficié des largesses de la Chine et des partenaires arabes de l'Égypte, au premier rang desquels l'Arabie saoudite, qui a soutenu financièrement la prise de pouvoir du Maréchal Sissi au détriment des Frères musulmans.

C. La traque des islamistes

La condamnation à mort en 2015, du président déchu Mohamed Morsi, décédé en détention en 2019, ainsi que de centaines de ses partisans, montre la détermination du régime à traquer les islamistes. En août 2013, à la suite du coup d'État, entre 800 et 2 000 personnes, selon des bilans contradictoires, ont péri lors de l'évacuation par la force des places Rabaa al-Adawiya et Nahda au Caire, tandis que 20 000 partisans des Frères musulmans ont été écroués à la suite de procès expéditifs.

1. Une lutte sans merci contre les Frères musulmans

Déclarée « organisation terroriste » fin 2013, la confrérie subit la plus forte répression de son histoire. Son association caritative est également interdite et son réseau de dispensaires et d'écoles est placé sous le contrôle de l'État. Le gouvernement impute à la confrérie la plupart des attentats qui touchent principalement les forces de l'ordre depuis 2014. Toutefois, si une frange du mouvement s'est mise à prôner l'action violente en réponse à la répression, rien n'atteste que celui-ci, même privé de ses cadres emprisonnés et garants du respect de la non-violence adoptée dans les années 1970, ait basculé dans le terrorisme. Mais il est probable que les Frères musulmans aient conservé des réseaux clandestins, notamment dans leurs bastions du Fayoum et du Delta du Nil, mais aussi dans certains quartiers populaires où ils s'ancrèrent socialement et politiquement en agissant, dans les marges de l'État, dans des domaines aussi variés que le nettoyage des rues, la vidange des fosses septiques, la distribution d'eau potable, etc. Les Frères musulmans se sont toutefois remobilisés, notamment depuis la Turquie où une partie de leurs cadres a pu s'exiler après 2013. Ils ont été rattrapés par la realpolitik car après avoir été longtemps soutenus par le président turc, Recep Tayyip Erdogan, ce dernier, soucieux de se rapprocher du Caire et de ses alliés du Golfe après huit années de brouille, a pris ses

distances avec le mouvement en 2021 et ordonné aux médias qu'il contrôle dans le pays de cesser de critiquer le gouvernement égyptien sous peine de les interdire.

2. Lutte contre les djihadistes dans le Sinaï

Dans sa « guerre contre le terrorisme », le gouvernement égyptien ne distingue pas les Frères musulmans des groupes djihadistes qu'il combat dans le nord du Sinaï, devenu un trou noir de l'information. La situation y apparaît pourtant singulière. Les combattants, recrutés parmi les tribus locales avec un renfort de Palestiniens circulant via des tunnels menant à la bande de Gaza revendiquent clairement l'action terroriste et s'inscrivent dans la mouvance djihadiste internationale. Rassemblée au sein d'*Ansar Beit al-Maqdis* (les Partisans de Jérusalem), l'insurrection a fait allégeance à l'État islamique en 2015, en devenant *Wilayat Sinaï* (la Province du Sinaï). S'en prenant d'abord aux postes militaires, aux représentants de l'État et aux infrastructures, l'organisation a également mené des attentats meurtriers contre des civils en faisant exploser un charter russe en 2015 ou en revendiquant l'attaque d'une mosquée en 2017. La population a également payé un lourd tribut à la réponse militaire et répressive de l'État, engendrant destructions de biens et de maisons, déplacements de population et pertes civiles. Rappelons que, depuis que l'Égypte a recouvré sa souveraineté sur le Sinaï en 1982, suite à l'occupation israélienne consécutive à la guerre des Six Jours de juin 1967, les tensions sont restées vives dans une région notamment peuplée de bédouins sédentarisés et accusant un fort retard de développement par rapport au reste du pays.

D. Une régression sans précédent des droits et des libertés

1. Répression politique

La sortie de crise et la mise au pas des islamistes semblent justifier toutes les formes de répression exercées depuis 2013 par le nouveau pouvoir en place. Non seulement elles remettent en cause les droits et libertés revendiqués par la population depuis la révolution de 2011 et en principe garantis par la nouvelle constitution adoptée par référendum en janvier 2014, mais elles sont un véritable retour en arrière évoquant les heures les plus sombres du régime du président déchu Hosni Moubarak. La population est désormais soumise à la loi sur les manifestations du 24 novembre 2013 qui interdit tout rassemblement susceptible de menacer l'ordre public et la situation des droits de l'homme dans le pays s'est sensiblement dégradée. De nombreux opposants politiques ont été emprisonnés : c'est le cas de membres du « Mouvement du 6 avril » créé en 2008, qui a joué un rôle important dans les mobilisations de 2011. Censés représenter une « menace » pour la stabilité du régime, des militants des droits de l'homme, des journalistes et des chercheurs sont directement inquiétés par la Sécurité nationale égyptienne. En janvier 2016, la mort sous la torture d'un étudiant italien dans des circonstances troubles a alerté l'opinion internationale et jeté une lumière crue sur le problème des disparitions forcées, estimées alors à près de 800 par Human Rights Watch. Selon plusieurs ONG, il y aurait, en 2021, 60 000 prisonniers politiques, détenus dans des conditions déplorables, la plupart dans l'attente de leur procès.

2. Recul de la liberté de la presse

La situation de la liberté de la presse n'a cessé de se dégrader depuis l'arrivée au pouvoir du président Sissi. Selon le classement établi par Reporters sans frontières (RSF) l'Égypte est passée du 158^e rang mondial sur 180 en 2013 au 166^e en 2021. Pourtant, la révolution de 2011 avait engendré la création de nouveaux médias privés (presse écrite et audiovisuel) qui s'étaient

démarqués par une certaine liberté de ton dans la critique du pouvoir. La plupart d'entre eux reflètent désormais les vues gouvernementales, notamment dans le cadre de la loi antiterroriste de 2015 qui impose aux médias de reprendre la version officielle dans la couverture d'attentats. Les quotidiens tels que *Al-Shourouk* ou *Al-Masri al-Youm* se sont autorisés un temps quelques prises de positions divergentes mais qui étaient sans comparaison avec le traitement critique dont faisait l'objet l'ex-président Morsi. La condamnation à trois ans de prison de trois journalistes d'*Al-Jazeera* en 2015, la suppression, suite à des plaintes pour outrage à l'armée de l'émission satirique de Bassem Youssef, suivie par des millions d'Égyptiens depuis la révolution, ou encore l'autocensure de certains bloggeurs, sont apparus comme des signes clairs de ce recul qui n'a fait que se renforcer depuis avec la multiplication des perquisitions dans des organes de presse, des arrestations de journalistes ou le blocage de centaines de sites internet qui constituaient un dernier espace de liberté. Ce fut notamment le cas du journal en ligne *Mada Masr*, né en 2013, dont le site a été bloqué en 2017, les bureaux perquisitionnés en 2019 et la rédactrice en chef interpellée en 2020. Une loi-cadre sur les médias et les cybercrimes, est venue parachever l'arsenal répressif en 2018, « gravant dans le marbre l'emprise de l'exécutif sur les médias » selon les mots de RSF. Toute critique, notamment sur des sujets économiques, est susceptible d'envoyer son auteur en prison.

3. Réaménagements urbains sécuritaires et symboliques

La forte répression s'accompagne de transformations radicales des espaces urbains afin d'éviter que des manifestations populaires comme celles qu'a connues le pays en 2011 et 2013 ne se reproduisent. Après l'éviction des vendeurs de rue et la fermeture de plusieurs dizaines de cafés en 2015, le gouverneur du Caire a banni le stationnement dans les rues adjacentes à la place Tahrir, épice de la révolution. Les murs construits après 2011 pour contrôler l'accès au centre-ville ont été transformés en portails métalliques. La sécurisation des espaces urbains égyptiens ne se limite pas aux actions récentes de réhabilitation du centre du Caire mais fait bien partie intégrante de la politique d'aménagement en vigueur dans le pays. Elle se manifeste autant dans les premières expériences de villes nouvelles que dans les nouveaux projets urbains où, de façon plus affirmée encore, les largeurs de rue, les accès, les équipements, sont tous pensés en termes sécuritaires. Pour mieux effacer le souvenir de la révolution et de l'éphémère « République de Tahrir », la place poursuit sa mue : un obélisque a été érigé en son centre en 2020 tandis que le *Mugamma*, bâtiment qui abritait les services du ministère de l'Intérieur, déplacé dans la nouvelle capitale, et qui symbolisait à lui seul l'arbitraire et la bureaucratie, doit être transformé en hôtel de luxe.

II. Une économie fragile mais résiliente

Les effets de la transition politique se font ressentir sur le territoire mais aussi sur la deuxième économie d'Afrique, avec un PIB de 363 Mrds de \$ en 2020, qui avait connu une phase de croissance soutenue avant la crise financière de 2008. Si l'arrivée du maréchal Sissi au pouvoir s'est accompagnée d'une stabilisation et d'une reprise de la croissance, notamment due au retour de confiance des marchés et à un programme de réformes, les défis restent de taille pour que le pays ne demeure pas prisonnier de ses rentes (remises des expatriés, tourisme, revenus du Canal de Suez, exportations d'hydrocarbures) et **parvienne** à surmonter ses difficultés structurelles (pauvreté, chômage et sous-emploi, croissance démographique, dépendance alimentaire, déficit commercial). La politique de grands projets, toujours impulsée par le sommet de l'État comme solution à ces défis, peine à apporter des réponses durables.

A. Les aléas de la logique rentière

Ne pouvant plus s'appuyer sur les recettes du secteur touristique, qui ont baissé de 70 % entre 2010 et 2016, l'Égypte a dû assumer sa dépendance à l'aide financière apportée par le Golfe après la révolution de 2011. Cette aide a été complétée, à partir de 2017, par un plan de soutien du FMI de quelques **–douze milliards de dollars**, échelonné sur plusieurs années. Il s'est longtemps fait attendre, du fait de son conditionnement à un certain nombre de réformes économiques, dont la remise en question du **coûteux** système de subvention des produits de base (pain, essence, gaz domestique) porteuse de risque de troubles sociaux.

1. La relance du tourisme

Le tourisme, dont l'Égypte a été un pays pionnier, est un secteur clé de son économie et l'engagement stratégique dans cette voie n'a pas été remis en cause, malgré la décennie noire qu'il a **traversée** suite à la révolution et à un climat sécuritaire dégradé. Le redressement n'est intervenu qu'à partir de 2017, avant un nouvel effondrement lié à la pandémie de Covid en 2020. Après être **tombées** à 3,8 Mrds de \$ en 2015-2016, les recettes touristiques du pays **avaient** retrouvé un niveau comparable à celui d'avant 2011 pour l'exercice 2018-2019 avec près de 13 Mrds de \$, mais la contribution du tourisme au PIB s'est à nouveau fortement contractée générant une hausse du chômage. En effet, des millions d'emplois, directs et indirects, en dépendent, au Caire, à Louxor et à Assouan, dans le sud du pays, et dans les stations balnéaires de la mer Rouge. La venue de 15 millions de touristes internationaux en 2010, meilleure année jamais enregistrée, reste un objectif pour 2022. Pour ce faire, l'Égypte n'a pas ménagé ses efforts notamment en inaugurant en 2021, à grand renfort de communication, le Grand musée égyptien sur le plateau de Gizeh. L'Égypte se repositionne également sur la carte des évènements mondiaux en accueillant, en 2022, la Cop 27, à Charm el-Cheikh dans le sud du Sinaï.

2. Une situation énergétique incertaine

Longtemps exportatrice d'hydrocarbures, l'Égypte est devenue déficitaire à partir de 2012, du fait de la stagnation de la production et de l'augmentation de la consommation, dans un pays où la croissance démographique se situe autour 2 % par an et où l'énergie demeure largement subventionnée. Le pays a connu des pénuries de gaz naturel, qui ont conduit les autorités à procéder à des coupures d'électricité dans les grandes agglomérations alimentées par des centrales thermiques. Cependant, de nouvelles découvertes gazières et la mise en production en 2019 du gisement de Zohr, en Méditerranée, ont permis à l'Égypte de redevenir momentanément excédentaire avant que les effets de la crise sanitaire ne viennent assombrir cette embellie. Les réserves de gaz naturel du pays le situent désormais au deuxième rang en Afrique derrière l'Algérie et de nouvelles perspectives exportatrices se dessinent, notamment à destination de pays de l'Union européenne, soucieux de diversifier leurs approvisionnements. L'Égypte possède pour ce faire les seuls terminaux de liquéfaction de Méditerranée orientale.

3. Des facteurs de résilience

Plusieurs facteurs ont permis au pays d'éviter un effondrement de son économie, notamment l'importance de l'économie informelle, qui représenterait 50 % de l'emploi total et joue un rôle d'indispensable amortisseur de la crise, et les revenus transférés par les Égyptiens de l'étranger, qui seraient plus de 10 millions, dont plus des deux tiers travaillent dans les pays arabes du Golfe et en Jordanie. Ces remises, qui constituent, avec les exportations, la principale ressource en devises du pays, sont restées relativement stables entre 2011 et 2015 et sont reparties à la

hausse ensuite pour se situer aux alentours de 25 Mrds de \$ en 2019, faisant de l'Égypte le 5^e pays au monde pour l'importance des remises migratoires. Autre pilier de l'économie rentière, les revenus du canal de Suez ont été stimulés par la création d'un nouveau bras de la voie d'eau ouvert en 2015. (Chap 20, I, A) Les redevances perçues pour le franchissement du canal, qui s'élevaient en moyenne à 5 Mrds de \$ par an ont augmenté à près de 6 Mrds en 2019-2020. Les travaux entrepris devraient permettre le doublement du trafic d'ici à 2023 mais de nombreux facteurs pourraient contrarier ces objectifs : concurrence internationale ; situation sécuritaire dans le Sinaï ; augmentation du prix du pétrole pouvant influencer sur le trafic maritime. Les investissements directs étrangers, fluctuant fortement d'une année à l'autre, ont pour leur part bénéficié d'un nouveau cadre législatif et se sont élevés à 5,5 Mrds de \$ en 2020, faisant de l'Égypte la première destination des IDE en Afrique. Cela reste toutefois modeste au regard des besoins d'investissement du pays.

B. Des projets d'infrastructure pour relancer l'économie

1. Effets d'annonce et grands projets

Les capacités d'investissement recouvrées de l'État égyptien, soutenu par les pays du Conseil de Coopération du Golfe, lui permettent de multiplier les effets d'annonce dans tous les domaines. L'ensemble du territoire est concerné par une série de grands projets visant à redistribuer la population qui se concentre actuellement sur moins de 5 % du territoire : les côtes qui devraient accueillir de nouveaux projets aquacoles et complexes touristiques, les espaces désertiques, avec la relance du vieux projet de « Nouvelle vallée » dans la région de Toshka en Haute-Égypte, qui fait l'objet d'une mise en valeur agricole, des villes nouvelles et zones industrielles, sans oublier les infrastructures : projet de création de 8 nouveaux aéroports, d'une centrale nucléaire et de plus de 8000 kilomètres de routes.

Si l'avancée de ces projets est difficile à évaluer, certains ont abouti en un temps record. En août 2015 – un an seulement après le début des travaux – une nouvelle portion du canal de Suez de 35 kilomètres a été inaugurée. Les efforts se concentrent désormais dans l'aménagement d'une vaste zone franche à proximité du canal pour développer le secteur logistique et attirer de nouveaux investisseurs. La Chine, qui a inclus Suez dans son projet des « nouvelles routes maritimes de la Soie », y détient d'ores et déjà une concession.

2. Une nouvelle capitale pour une nouvelle République ?

Dans la continuité de la politique des villes nouvelles lancée en Égypte dans les années 1970, le projet de « nouvelle capitale » présenté par Sissi à la communauté internationale lors de la conférence de Charm el-Cheikh en 2015, constitue l'apothéose du modèle néolibéral de développement urbain promu en son temps par Moubarak. Alors que la première phase des travaux comprenant un palais présidentiel, un quartier des ministères et un *central business district* composé de dizaines de tours, doit être inaugurée en 2022, Sissi a prévu d'en faire la vitrine de son projet de deuxième République, qui devrait le distinguer de ses prédécesseurs. Isolée à l'est du Caire, construite sur un plateau désertique en direction de la mer Rouge et de la ville portuaire de Suez, cette nouvelle capitale traduit l'obsession sécuritaire du pouvoir militaire et révèle ses nouveaux partenariats stratégiques. Les entrées et sorties seront contrôlées, les voies larges vidéo-surveillées. Les Émirats arabes unis et la Chine, en étroite collaboration avec l'armée égyptienne qui en contrôle l'agence de développement, sont les principaux investisseurs de ce projet d'un montant de 45 Mrds de \$. Mais après plusieurs

expériences de construction inachevée de villes satellites dans le désert qui ont échoué à délester Le Caire d'une partie de sa population et de son trafic, cette « nouvelle capitale », qui n'a toujours pas de nom, ne remporte pas l'adhésion de la majorité des habitants exclus *de facto* du projet par le prix du mètre carré et l'absence de transports en commun pour s'y rendre.

C / Des difficultés structurelles et des défis nombreux

Ces « méga-projets » ne parviennent pas à masquer les difficultés structurelles de l'Égypte que l'instabilité politique puis la pandémie de Covid ont **amplifiées** et que le changement climatique pourrait également aggraver.

1 / Inflation et endettement

L'Égypte a traversé une crise monétaire d'ampleur qui a contraint les autorités à dévaluer la livre égyptienne de 40 % fin 2016. Si cette dévaluation a rassuré les marchés, elle a entraîné une inflation **qui a culminé à 33 % en juillet 2017 et est** très durement ressentie par la population. Outre la dévaluation de la monnaie, l'État égyptien, sous la pression du prêt accordé par le FMI, a aussi diminué le niveau de subvention d'un certain nombre de produits de première nécessité, comme l'essence ou l'électricité, affectant les populations les plus modestes. Des manifestations ont ainsi éclaté en 2017 dans plusieurs villes du pays, telles que Assiout et Alexandrie. La situation s'est en partie redressée et l'Égypte a officiellement renoué avec la croissance, mais au prix d'une hausse de son endettement et de sa dépendance aux capitaux étrangers, pour partie spéculatifs, attirés par les taux d'intérêt élevés servis par la banque centrale égyptienne.

2 / Pénuries et dépendance

L'Égypte a également dû faire face à des pénuries de produits de première nécessité issus de l'importation, tels que le sucre, l'huile, le riz ou le lait infantile. Cette situation renvoie à la fragilité du modèle économique égyptien. Dans un contexte de raréfaction des ressources et des terres cultivables, le pays dépend de plus en plus des importations, qui concernent également les intrants industriels, avec pour conséquence un déficit commercial structurel. Alors que l'agriculture égyptienne est très productive, du fait des conditions climatiques, de l'irrigation et de l'utilisation massive d'engrais chimiques, elle reste insuffisante pour répondre aux besoins et la dépendance alimentaire est elle aussi structurelle. Le pays est le premier importateur de blé au monde. La quête perpétuelle de nouvelles terres à mettre en valeur cherche à répondre à ces défis mais fait face à des difficultés multiples et notamment la raréfaction des ressources hydrauliques.

3 / Changement climatique, croissance démographique et migrations

Les effets du changement climatique pourraient en effet contrarier ces projets dans un pays très vulnérable, soumis à l'élévation du niveau de la mer dans le delta du Nil et à la diminution des disponibilités en eau. Selon le rapport *Groundswell*, publié par la Banque mondiale en 2021, l'Égypte fait partie des pays à haut risque en matière de migrations climatiques internes. Cette perspective est d'autant plus crédible que la croissance démographique, après avoir lentement diminué, est repartie à la hausse dans les années 2010. Si cette « contre-transition démographique », selon les mots du démographe Youssef Courbage, semble marquer le pas au début des années 2020, elle reste une préoccupation majeure des autorités tandis que 800 000 jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail et que près d'un tiers de la population vit

sous le seuil de pauvreté (1,7 \$ par jour en 2020), un ratio manifestement sous-estimé selon nombre d'analystes, notamment dans les zones rurales. L'initiative nationale *Haya Karima* (une vie décente) cherche à y répondre par le soutien à des projets de développement dans les campagnes. Mais face aux difficultés croissantes, de nombreux jeunes Égyptiens ont choisi la voie de l'émigration clandestine qui s'est amplifiée dans les années qui ont suivi la révolution de 2011. Les autorités ont engagé, à partir de 2017, une lutte contre les réseaux de passeurs mais peinent à donner des perspectives à une jeunesse qui, aspirant à plus de liberté, cherche notamment à gagner l'Europe. La pression sur les ressources et le marché du travail est d'autant plus forte que l'Égypte, dans un environnement régional instable, est également devenue un pays d'immigration et de transit, notamment pour les quelques 300 000 réfugiés Syriens, Soudanais, Érythréens ou Yéménites enregistrés dans le pays par le HCR en 2021. Ces derniers accèdent d'autant plus difficilement aux services publics de base tels que l'éducation et la santé que ceux-ci, souffrant de sous-investissement chronique, se sont dégradés pour l'ensemble de la population.

III. Une nouvelle quête de centralité sur la scène régionale et internationale

L'Égypte, fer de lance d'un panarabisme mis en échec par la défaite de 1967 et affaibli par la mort de Nasser en 1970, a conservé une forme de leadership « naturel » dans le monde arabe. Celui-ci repose, outre l'importance de sa population, sur plusieurs piliers : une situation géographique au carrefour de l'Afrique et du Moyen-Orient, renforcée par le rôle du canal de Suez ; une certaine forme de domination intellectuelle et culturelle à travers son université islamique Al-Azhar et sa production littéraire et cinématographique ; une armée qui est la première d'Afrique et du monde arabe ; une tradition diplomatique bien établie qui a assis l'influence du pays, dans la région et au-delà. Cependant, sur tous ces plans, le rayonnement égyptien a faibli, malgré le retour du siège de la Ligue arabe au Caire en 1990, après plus d'une décennie d'exclusion de l'institution que lui avait valu son rapprochement avec Israël et la signature des accords de Camp David en 1979. La situation politique intérieure, à partir de 2011, a accentué le processus de fragilisation de la puissance égyptienne mais l'installation des militaires aux commandes du pays en 2014 a permis de réaffirmer le rôle stratégique du pays sur la scène régionale et internationale, notamment comme partenaire incontournable en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme. Mais son aura a incontestablement pâli au regard de l'affirmation du leadership d'autres puissances régionales telles que l'Iran et la Turquie, ou de sa dépendance **vis-à-vis** de ses alliés du Golfe et des États-Unis. L'Égypte demeure ainsi le pays le plus aidé par les Américains après Israël, notamment via une aide militaire de 1,3 Mrd de \$ par an.

A. Un stabilisateur des conflits régionaux ?

Si la « guerre contre le terrorisme » menée par le président Sissi a d'abord pour fonction d'assurer à l'Égypte sa propre sécurité, et d'asseoir sa légitimité en interne, elle a aussi vocation à s'étendre à son environnement régional, face à la multiplication des sources d'instabilité aux portes du pays. Sur ce plan, depuis l'accession de Sissi au pouvoir, l'Égypte a su se rendre indispensable et a renforcé ses partenariats sécuritaires, aussi bien avec les Européens, et singulièrement la France, qu'avec la Russie, deux pays avec lesquels d'importants contrats d'armements ont été signés, ou encore avec la Chine, les deux États s'étant engagé dans « un partenariat stratégique intégral ».

1. Libye : sécuriser la frontière et contrer l'influence turque

La déstabilisation durable de la Libye constitue une préoccupation prioritaire, notamment en raison des plus de 1000 kilomètres de frontière que l'Égypte partage avec ce pays et de la présence ancienne de travailleurs égyptiens installés notamment à l'est, en Cyrénaïque. La protection de ces derniers comme de la frontière a conduit l'Égypte à engager ses forces aériennes pour lutter contre des groupes djihadistes et le trafic d'armes mais également pour combattre la contrebande transfrontalière dont vivent les populations locales. L'Égypte a clairement choisi son camp dans le conflit libyen, aux côtés de la Russie et des Émirats arabes unis, en soutenant dans un premier temps le maréchal Khalifa Haftar, qui contrôle l'est du pays, et en livrant des armes au gouvernement de Tobrouk, en contradiction avec la stratégie onusienne de soutien à un gouvernement d'unité nationale. La rivalité avec la Turquie, soutien actif du camp de l'Ouest, a aussi guidé l'engagement égyptien même si, sur ce terrain également, un rapprochement est à l'œuvre tandis que l'Égypte cherche désormais à jouer les médiateurs dans un contexte bien incertain de sortie de crise.

2. Le conflit israélo-palestinien et la question de Gaza

L'Égypte a longtemps été en première ligne du conflit israélo-arabe, en participant à quatre guerres contre Israël et en occupant militairement la bande de Gaza entre 1949 et 1967. Au nom de ses propres intérêts - récupérer le Sinaï occupé et rouvrir le canal de Suez - elle a signé le premier accord de paix d'un pays arabe avec Israël en 1979, et a ainsi pris ses distances avec la défense de la cause palestinienne. Toutefois, la proximité historique et géographique avec le territoire surpeuplé de Gaza, gouverné par le Hamas palestinien à partir de 2007, et soumis depuis lors à un très sévère blocus de la part d'Israël, s'est rappelé au souvenir de l'Égypte après 2011. L'insurrection djihadiste du Sinaï a en effet trouvé des soutiens, notamment logistiques, de l'autre côté de la frontière traversée de tunnels de contrebande. Indispensables à la survie de l'économie gazaouie, ils ont également été utilisés pour le trafic d'armes et la circulation de combattants. En représailles, l'Égypte a intensifié la lutte contre ces trafics en inondant des tunnels et en transformant la zone frontalière en véritable *no man's land* au prix de la destruction de nombreuses maisons et du déplacement de populations, renforçant ainsi le blocus. Parallèlement, elle a engagé sa diplomatie à plusieurs reprises dans les discussions entre factions palestiniennes rivales ou dans la négociation des cessez-le-feu entre le Hamas et Israël, qui ont suivi les offensives successives menées par Tsahal, l'armée israélienne, contre la bande de Gaza à partir de 2008 et qui ont fait de nombreuses victimes et causé des destructions considérables. Une situation qui génère des opportunités pour l'Égypte, désormais engagée dans la reconstruction de Gaza, et une manière pour le pouvoir égyptien de trouver des débouchés pour ses entreprises et sa main-d'œuvre tout en se réaffirmant comme un acteur régional influent.

3. L'engagement au Yémen

En 2015, l'Égypte a engagé ses troupes au Yémen, aux côtés de la coalition saoudienne visant à mettre un terme à la progression de la rébellion chiite qui avait conduit le président Hadi à l'exil. Outre l'alignement égyptien sur l'Arabie Saoudite, cette intervention était motivée par trois éléments : maintenir la sécurité du détroit de Bab al-Mandeb, au sud de la mer Rouge, qui, contrôle l'accès au canal de Suez ; tester la capacité d'intervention militaire conjointe de plusieurs puissances du monde arabe en vue de mettre au jour le projet, soutenu par Sissi lui-même, de création d'une force militaire de la Ligue arabe ; enfin, effacer de la mémoire collective le précédent de l'intervention militaire égyptienne au Yémen qui lui causa de lourdes pertes humaines dans les années 1960, lors de la guerre civile qui opposa les officiers révolutionnaires, soutenus par l'Égypte de Nasser, au pouvoir royaliste, soutenu à l'époque par

l'Arabie Saoudite. L'enlisement du conflit, s'il ne remet pas en question la stratégie militaire de l'Égypte, a poussé le pays à développer en parallèle des actions humanitaires alors que le nombre d'immigrés yéménites au Caire a quadruplé depuis 2011. (Chap 27, IV, C)

B. Le voisinage sud : liens historiques et intérêts vitaux

1. Le partage des eaux du Nil

Le président égyptien a signé, le 23 mars 2015, un accord de principe avec les chefs d'État éthiopien et soudanais visant à apaiser leurs différends concernant le partage des eaux du Nil. L'Égypte craignait que la construction du barrage Renaissance en Éthiopie n'affaiblisse son approvisionnement en eau. Les tensions entre les trois pays avaient atteint leur paroxysme en 2013 lorsque le président Mohamed Morsi avait suggéré d'envoyer l'armée pour bloquer la construction du barrage. Ce dernier, qui pourrait être totalement opérationnel fin 2022, promet d'être la plus grande structure hydroélectrique d'Afrique avec une puissance de plus de 5000 mégawatts, pour un coût total estimé à 10 Mrds de \$, largement financé par l'Éthiopie. Si le conflit semble écarté, les tensions demeurent vives car si l'Éthiopie est souveraine pour décider de la construction d'un barrage, des traités internationaux anciens confèrent à l'Égypte un droit de veto sur tout projet qui entraînerait une baisse du niveau des eaux, indispensables pour la production agricole nationale. Les pays situés en amont du fleuve contestent désormais, au sein de la Commission du bassin du Nil créée en 2010, ce déséquilibre dans l'exploitation des ressources hydrauliques hérité de l'époque coloniale et reprochent de surcroît à l'Égypte la surconsommation en eau de son système d'irrigation. Depuis lors, l'Égypte est contrainte de multiplier les initiatives diplomatiques envers les pays nilotiques et notamment l'Éthiopie, d'où proviennent 85 % des eaux parvenant sur son territoire. (Chap 4, II, B, 1)

Carte Le Nil et ses aménagements : rajouter le barrage de la Renaissance

2. Le Soudan : arrière-cour de l'Égypte

Le Soudan, « pays frère », est celui où s'expriment le plus clairement l'influence et les ingérences égyptiennes. Soumis à un condominium égypto-britannique entre 1899 et son indépendance en 1956, le Soudan a signé avec l'Égypte un accord de partage des eaux du Nil en 1959. Les tensions croissantes sur le sujet, avec l'Éthiopie notamment, exigent donc de l'Égypte qu'elle maintienne des liens étroits avec le Soudan. Or, le pays a connu à son tour sa révolution, en 2019, qui a conduit à la chute du régime d'Omar el-Béchar, un militaire aux commandes depuis 1989, et à la mise en place d'un pouvoir civil engagé dans une transition démocratique et plus enclin à négocier avec Addis-Abeba. Mais le gouvernement s'est avéré fragile et toujours placé sous l'étroite tutelle d'officiers qui ont fini par reprendre le contrôle du pays par un coup d'État à l'automne 2021, au prix d'une sanglante répression. Si l'Égypte n'a pas officiellement soutenu le putsch, alors même que son principal instigateur, le général Al-Bouhran, était au Caire la veille du coup d'État, elle ne s'est pas jointe à la déclaration conjointe des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Arabie Saoudite et des Émirats arabes unis appelant au retour du gouvernement de transition, même si celle-ci semble de pure forme. La vision sécuritaire de court terme l'emporte pour l'Égypte, où ont été formés nombre d'officiers soudanais, et qui ne semble pas concevoir la stabilité du Soudan autrement que sous la férule d'un régime militaire.

C. Dépendance et concurrence extérieures

1. Le poids croissant des pays du Golfe

L'Égypte apparaît plus inféodée que jamais aux pays du Golfe dont l'aide lui a permis d'échapper à la faillite, contribuant à payer les importations de base, notamment de produits énergétiques, dans un contexte de baisse des réserves de change et de la croissance. Cet appui budgétaire a évolué vers une dépendance vis-à-vis des investissements. Les capitaux saoudiens, émiriens et koweïtiens irriguent en effet la plupart des grands projets d'infrastructures. Quant aux grands promoteurs immobiliers des Émirats arabes unis, ils transforment les paysages urbains des villes nouvelles égyptiennes depuis plusieurs années déjà. Seul le Qatar, qui a soutenu les Frères musulmans et évoqué un « coup d'État militaire » pour désigner l'arrivée au pouvoir du maréchal Sissi, s'est trouvé exclu de ce jeu. Une prise de distance qui a atteint son paroxysme avec le blocus imposé à l'émirat par ses voisins du Golfe à partir de 2017, et suivi par l'Égypte, pour le punir de son attitude jugée trop conciliante **vis-à-vis** de l'Iran. Toutefois, le pragmatisme l'a une nouvelle fois emporté et, devant l'échec de cet isolement forcé, l'Égypte a suivi ses partenaires et rétabli ses relations diplomatiques avec le Qatar en 2021. Autre temps fort de la géopolitique régionale, la signature des Accords d'Abraham entre Israël, les Émirats arabes unis et Bahreïn en 2020, visant une normalisation **des relations** avec l'État hébreu dont l'Égypte, suivie de la Jordanie en 1994, avait été pionnière. Au-delà des intérêts économiques, ce rapprochement vise, selon une lecture confessionnelle des enjeux diplomatiques, à consolider l'« axe sunnite » pour contrer l'influence d'un « **croissant** chiïte » imposé par l'Iran dans la région et considéré aussi bien par Israël que par ses nouveaux amis du Golfe comme une menace existentielle. (Chap 27, IV, A)

3. Une entente moins exclusive avec les États-Unis

Cette nouvelle dépendance s'inscrit dans la continuité des relations avec les États-Unis, qui remontent à la signature des accords de Camp David mais ont connu de fortes turbulences suite à la dénonciation américaine de la répression infligée aux partisans de Mohamed Morsi en 2013. Perçue par le nouveau pouvoir égyptien comme une forme de soutien aux Frères musulmans, la position des États-Unis s'est traduite par une suspension partielle de leur aide militaire, toutefois compensée par celle des pays du Golfe. Cette crispation des relations a donné l'occasion à l'Égypte de diversifier ses partenariats, avec la Russie et surtout avec la France, en acquérant, en 2014 et en 2015, 24 Rafale français, concurrents directs des F16 américains, et deux frégates de type Mistral. En signant un nouveau contrat pour l'acquisition de 30 Rafale supplémentaires en 2021, grâce à un prêt garanti par la France, l'Égypte se hisse au quatrième rang des clients du pays dont elle est désormais un partenaire stratégique, sans pour autant remettre en cause les liens avec les États-Unis qui demeurent « un allié incontournable ».

4. Faire face aux ambitions de l'Iran et de la Turquie

La diversification des partenariats engagés par l'Égypte avec la Russie – Vladimir Poutine a été reçu en grande pompe en 2015 pour signer plusieurs contrats dans le domaine de l'exploration pétrolière ou pour la construction d'une centrale nucléaire –, ou encore avec la Chine, a également pour but de faire face à la concurrence grandissante, certes plus politique qu'économique, de l'Iran et de la Turquie. Les relations avec cette dernière ont été gelées en 2013 lorsque le président Erdogan a publiquement contesté la légitimité du président « putschiste » Sissi et accueilli sur son sol nombre de Frères musulmans en exil, alors que les deux pays soutenaient des camps opposés dans les conflits régionaux, notamment en Libye et en Syrie. Cependant, comme avec le Qatar, **l'année** 2021 aura été marquée par un apaisement,

en partie contraint de la part de la Turquie, conduite à modérer son discours belliqueux et ses visées expansionnistes, notamment face à une nouvelle administration américaine, moins favorable aux vues d'Erdogan que celle de Donald Trump. Un pragmatisme qui conduit également la Turquie à se rapprocher des riches monarchies du Golfe et notamment des Émirats arabes unis, dont elle a plus que jamais besoin des investissements. À partir de 1980, suite aux accords de Camp David et à la révolution iranienne, l'Égypte fut le seul pays arabe à ne plus entretenir de relations diplomatiques avec l'Iran, jusqu'à la rupture initiée par le Maroc en 2009, et surtout par l'Arabie Saoudite en 2016, suivie par Bahreïn, les Comores et le Soudan. Si plusieurs tentatives de rapprochement entre l'Égypte et l'Iran ont été initiées, notamment sous l'éphémère présidence Morsi en 2013, ce sont les relations de l'Iran avec les pays du Golfe qui dictent désormais la position de l'Égypte dont les marges de manœuvre diplomatiques se sont sensiblement réduites.